



Lectures
Les comptes rendus

Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson (dir.), *Une contre-histoire de la IIIe République*

Simon Laporte



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/11273>

ISSN : 2116-5289

Éditeur

Centre Max Weber

Référence électronique

Simon Laporte, « Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson (dir.), *Une contre-histoire de la IIIe République* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013, mis en ligne le 16 avril 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/11273>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson (dir.), Une contre-histoire de la IIIe République

Simon Laporte

- 1 *Une contre-histoire de la IIIe République* s'inscrit comme une entreprise de recadrage sur cette Troisième République semblant aux hommes du XXIe incarner le républicanisme. Ainsi ne nous méprenons pas sur le titre de cet ouvrage, les contributeurs n'ont pas à l'idée de revenir *contre* tous les courants historiographiques qui jalonnent l'écriture de la IIIe République, ce qui ne les fait pas au demeurant s'abstenir d'évoquer les différents débats et controverses qui animent les historiens de la période. Il ne s'agit pas non plus de réécrire une histoire de la République ni même du régime républicain tel qu'il s'établit dans la société et les esprits tout au long du XIXe siècle et de ses révolutions. La visée des travaux ici présentés est sans conteste d'éclairer les « idées reçues » qui enserment la Troisième République et contribuent de nos jours encore à faire de celle-ci un mythe. Il est apparu aussi nécessaire qu'indispensable aux contributeurs de se faire les rectificateurs d'une vision de l'histoire de cette République qui idéalisée, qui porteuse de fantasmes, s'érige comme la représentation paroxysmique du régime.
- 2 La première partie, « Les institutions et les valeurs républicaines : idées reçues », vient modérer certaines pensées figées de notre époque à l'égard de la IIIe République. En prime heure, il revient à Nicolas Roussellier de bâtir une réflexion sur l'historicisation de la durée du régime, mais aussi de déterminer les différents rapports à la chronologie que l'historien peut entendre en elle, selon son thème ou sujet d'étude – relativisant dès lors la longue temporalité communément admise. Un autre regard nous mène sur les traces de la figure présidentielle. « Un prince républicain ? » s'interroge Christophe Prochasson en considérant les héritages, prégnants et nombreux, de cette personnalité décentrée des institutions républicaines ; une *effigie* – puisque tel semble être son principal rôle au sein du régime – héritée des monarchies post-révolutionnaires par l'étendue de ses pouvoirs. Un *prince* peut-être... mais qui toujours rechigne à faire usage de sa puissance par peur

d'une remembrance des régimes précédents. Dans une même veine, Jens Ivo Engels et Gilles Candar abordent les problèmes issus des actes de naissance de cette Troisième République. Gilles Candar souligne la spécificité de ce gouvernement qui en 1870 combat les Communards, la République naquit d'une guerre civile, pas de révolutions, pas de *sursaut national*, la défaite de Napoléon III suffit à la chute du Second Empire. Cependant peut-on penser cette République en terme de stabilité ? Ainsi l'auteur évoque-t-il les moyens employés par les gouvernements afin de prévenir les troubles à l'ordre républicain. Les perturbations surviennent aussi des protagonistes de cette République qui par l'intermédiaire de grands scandales (Raynal, Panama, Rochette...) mettent en exergue les paradoxes entre la pureté idéale de la République et la corruptibilité de ses représentants ; une étude judicieusement menée par Jens Ivo Engels.

- 3 La contribution à cet ouvrage de Guillaume Sacriste et de la science politique nous semble être la confortante illustration d'une exemplaire complémentarité. Nous passerons trop vite, hélas, sur ses propos mais nous soulignerons la pertinence de son observation qui met en lumière combien, au sein des facultés de droit, l'enseignement du droit constitutionnel fut à la fois une manière d'appuyer le régime ou, pour ses détracteurs, de le *dé légitimer*. Sous la plume de Quentin Deluermoz se dessine l'idée de sécurité et d'ordre dont la IIIe République semble être garante. L'auteur fait rejaillir par l'observation de l'héritage révolutionnaire (*la République garantie la sécurité de ses citoyens*) les structures permettant le maintien de la police par le régime. Ainsi, lorsqu'Odile Roynette se demande si l'armée est une *institution républicaine*, nous voyons une problématisation complémentaire aux questionnements de Quentin Dulermoz. Par la conscription, l'armée semble *ipso facto* se montrer sous un jour nouveau en se faisant l'émanation du peuple. Tous ces hommes issus de la société civile se retrouvent confrontés à une société militaire qui défend les valeurs de la première, affirme en substance Georges Clémenceau. À l'auteur de cette contribution d'observer l'importance de la dimension pédagogique d'une *armée au service de la République* (?) autant que de faire l'aveu des limites du phénomène ou encore de montrer comment le dialogue entre sociétés civile et militaire reste difficile jusqu'à cette *étrange défaite* peinte par Marc Bloch. Cette armée de citoyens, chère aux Républiques du XIXe, tel est l'objet de l'étude d'Olivier Cosson questionnant la capacité de la République à *fabriquer des patriotes*. L'image même de la guerre est changée dès le Second empire alors que « pour la masse des Français, la guerre n'est plus une question de défense nationale mais bien de politique extérieure », appelant ainsi le pacifisme « relatif » d'avant 1914 et un *pacifisme intégral*, en résignation et *rejet* du conflit, qui entoure les dernières heures de la Troisième République. Pour clore cette partie, Yves Deloye retrace les grands principes de l'école de la République, ainsi que les proclamait Ferry et rappelle par ailleurs la tâche formidable et plurielle confiée à cette institution qui semble incarnée à elle seule les vertus de la République.
- 4 Une ultime section vient considérer « les dynamiques de l'exclusion » issues du régime républicain. Laura Lee Downs revient sur un tiers de la devise républicaine, l'égalité, dans le cadre des *gender studies* en abordant les moyens détournés dont les femmes purent user afin de s'insérer dans la vie politique alors que ces dernières semblent en être exclues par le régime même. Dans la dialectique républicaine s'impose toujours la nécessité de la rendre accessible à tous et de parvenir à faire la synthèse, dans une équité d'apparence, entre tous les citoyens afin que la représentativité puisse être réelle. C'est en se penchant sur la question des *classes sociales* que Marion Fontaine *de facto* entend faire rejaillir les problèmes d'intégration de la classe ouvrière au sein des institutions républicaines. Dans

une problématique similaire, Claire Zalc planche sur la politique d'intégration des populations au sein de la République alors que le contexte économique des années 1930 ranime les sentiments xénophobes. Il revient à Pierre Singaravélou d'analyser le mouvement « ostracisant » de la République envers ses colonies. L'approche des courants historiographiques par l'auteur nous est apparue des plus concluantes et porteuse d'avenir. Également très engageante est la perspective adoptée par Perrine Simon-Nahum visant à mêler histoire politique et religieuse alors que le surgissement d'une dissociation entre « le sentiment religieux [...] et le fait religieux » révèle une rugosité des rapports entre société et individus.

- 5 La seconde partie de cet ouvrage veut en premier lieu examiner l'importante question de la légitimation de la Troisième République. La rupture voulue avec les autres régimes du XIXe siècle participe de la construction d'une légitimité, tel est le but de Nathalie Petiteau qui montre combien la République eut à cœur d'évider de ses structures nombreuses références à l'Empire et d'en effacer les empreintes dans l'exercice de l'exécutif. La République cherche aussi des repères, elle veut s'écrire une histoire dans la pensée des hommes. Jean-Louis Fabiani évoque ainsi plusieurs aspects de la pensée républicaine en observant également le processus de mutation de celle-ci. Mais le régime cherche aussi à écrire son histoire, les historiens sont en charge de justifier *leur* République par le passé. Ainsi le rôle de l'écriture de l'histoire dans la République est aussi le fait d'une intellectualisation du phénomène édificateur de l'identité républicaine. Sur ce dernier point Vincent Duclert vient apporter une précieuse réflexion sur la nature même de l'historiographie de la Troisième République qui dans sa dimension partisane donne un ton particulier à l'écriture d'une histoire ambivalente que Sudhir Hazareesingh explorera en envisageant l'hétérogénéité oubliée du régime. Le régime ayant cherché à s'installer dans les marges hautes de l'histoire, il lui fallut en un même mouvement poser les jalons d'une norme qui lui soit propre. Dans une analyse sur les revendications progressistes du régime, Anne Rasmussen entend faire ressortir les problèmes d'insertion de ces valeurs à l'idéal républicain. Le règlement sur l'impôt instauré par la République apparaît dans l'analyse du pacte fiscal de Nicolas Delalande comme un facteur d'adhésion à l'idéal de cohésion social porté par le républicanisme alors qu'il en surgit également des frustrations portées par le système même. De l'idée de laïcité émane une ambivalence, soutenue par Patrick Cabanel, entre le désir de la nation d'un surgissement spontané de cette image d'Épinal du républicanisme et l'établissement de la laïcité dans un processus étalé dans le temps porté par le régime. La République se voulant norme doit également égaliser la reconnaissance de ses citoyens et la contribution de Bruno Bertherat montre subtilement le rapport aux papiers intrinsèquement lié à la IIIe République, des papiers d'identités comme un bulletin de vote. La République doit susciter une ferveur, une foi, la laïcité pourrait apparaître comme telle, mais cela n'est pas suffisant pour fonder une morale enseignée par l'école républicaine, Judith Surkis nous livre quelques éclaircissements à ce propos. Alors que la République bâtie des structures idéelles, elle doit également faire adhérer les masses à ces dernières. Les processus concourant à la républicanisation de la France sont abordés de prime abord par Frédéric Caille et Frédéric Monier qui s'intéressent respectivement aux politiques de distinction et au régime de faveur instaurés par cette République. Ces deux principes de reconnaissances pratiqués de tous régimes se trouvent être renouvelés par le régime républicain en cela que tout un chacun peut en bénéficier. La République a aussi à cœur de s'attacher un monde encore imprégné de la période, celui des campagnes. Alain Chatriot réaffirme l'orientation de la IIIe République vers les paysans qui, dans les sillons de la terre, font s'enraciner le régime

au cœur de la France agricole et rurale. La justesse de ton de Klaus-Peter Sick vient parachever l'ouvrage en mettant en concordance les rapports de réciprocités entretenus par la République avec ceux qui semblent en être les principaux bénéficiaires, les bourgeois et les classes moyennes notamment.

- 6 Comment à la lecture de ce livre ne pas se remémorer les mots, quasi proverbiaux pour tout historien, de Marc Bloch pérennisant *pour l'histoire* dans son *Apologie* que « l'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent : elle compromet, dans le présent, l'action même ». Ainsi nous a-t-il paru bon d'entendre les riches contributions et l'objet même de ce livre. Sa place serait idéalement de se trouver dans un avenir prochain sur les tables de chevet de tous les sociétaires de la République lesquels, militants, avertis, profanes, participent tous de la même dynamique edificatrice du régime car, tous, citoyens.
-

AUTEUR

SIMON LAPORTE

Étudiant en Histoire et Lettres-modernes, Université de Nice-Sophia Antipolis